

# la lettre % d'attac

AGIR POUR LA JUSTICE SOCIALE  
ET ÉCOLOGIQUE

COMITÉ 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup>

## L'ÉCOLOGIE N'EST PAS COMPATIBLE AVEC LE MACRONISME

La démission de Nicolas Hulot est une clarification : la transition écologique ne peut s'accommoder des petits pas – et des grands renoncements – d'un gouvernement qui n'a jamais renoncé aux politiques productivistes et néolibérales qui nous conduisent dans le mur.

Taxe sur les transactions financières, CETA, glyphosate, huile de palme, nucléaire, grandes infrastructures inutilisées (Europa City, Grand Contournement Ouest de Strasbourg...), Montagne d'Or en Guyane, permis d'exploration d'hydrocarbure « Guyane Maritime » pour Total, reculs sur la loi hydrocarbures... Les arbitrages perdus par le ministre Nicolas Hulot sont éloquentes. Dès qu'il s'est agi de prendre des décisions touchant à la puissance des lobbies, aux droits acquis des multinationales, à la transformation des soubassements matériels de l'économie, le gouvernement Macron a tergiversé, reporté à plus tard ou limité les ambitions affichées dans les discours.

À la communication autour d'une politique résolument « moderne » s'est substituée la dure réalité de mesures issues de l'ancien monde où la fuite en avant libérale a conduit à multiplier les cadeaux aux plus riches, renforcer le pouvoir de ceux qui l'ont déjà et entériner un modèle productiviste qui aggrave le désastre écologique annoncé.

Le *MakeOurPlanetGreatAgain* (« Rendre notre planète à nouveau grande ») lancé suite à la décision de Trump de quitter l'Accord de Paris a vite été supplanté par un classique *BusinessAsUsual* (« Les affaires, comme d'habitude ») auquel Nicolas Hulot n'a jamais su s'opposer. Il est pourtant encore temps de changer de voie, de faire en sorte que les lobbies ne soient pas toujours ceux qui gagnent à la fin, de mener des politiques écologiques qui soient à la hauteur des défis auxquels nous faisons face, de changer de paradigme. Encore faut-il avoir le courage d'abandonner l'ancien monde libéral et productiviste qui sert aujourd'hui de doctrine idéologique à Emmanuel Macron et ses soutiens.

Il n'y aura pas de changement majeur sans mobilisations et actions citoyennes.

## BILAN DE CAMPAGNE

### Marche mondiale pour le climat (8 septembre)

« Est-ce que j'ai une société structurée qui descend dans la rue pour défendre la biodiversité [...], est-ce que j'ai une union nationale sur un enjeu qui concerne l'avenir de l'humanité et de nos propres enfants ? »

Nicolas Hulot, *France Inter*, 28 août 2018.

L'appel a été lancé ! Face aux lobbies et à un modèle économique détruisant la nature, des milliers de citoyens se sont rassemblés pour montrer que la réponse peut être OUI !

OUI, il est encore temps pour nous mobiliser et exiger des décideurs qu'ils écoutent les citoyens !.

### #pasavecnotreargent (samedi 15 septembre)



Pour les dix ans de la chute de la banque d'affaires Lehman Brothers, point d'orgue de la crise financière, une journée d'action a été lancée par les organisations internationales « #10YearsOn » et « Change Finance ». À cette occasion, nous avons ciblé les très grandes banques privées – principales responsables, avec les multinationales, de la spéculation, la pollution et la casse sociale – qui continuent à financer des industries toxiques et à pratiquer l'évasion fiscale. Pour dévoiler leur vrai visage, nous avons redécoré à notre manière leurs vitrines (ci-contre, le Crédit agricole) en affichant leurs principales « performances », accompagnées du slogan : #PasAvecNotreArgent ! Par cette mobilisation citoyenne, Attac cherche à imposer les réformes indispensables pour mettre la finance au service de la société.

## À VOS AGENDAS !

**Images mouvementées, du 20 septembre au 4 octobre**, les mardis et jeudis, au cinéma 5-Caumartins (St-Lazare) et 7 Parnassiens (Montparnasse). Seizième édition du festival de cinéma d'Attac : « Pour en finir avec la loi du plus fort ». Avant-premières, films rares, ciné-débats, rencontres, courts-métrages... Toutes les informations sur <http://imagesmouvementees.fr>

**Journée portes ouvertes, samedi 22 septembre, de 14 h à 20 h 30**, dans deux foyers de travailleurs immigrés du 20<sup>e</sup>. Foyer Amandiers, 2-6 rue Elisa Borey (anciennement 64 rue des Amandiers); Foyer Mûriers, 16 rue Fernand Léger.

**Première coordination des salarié-e-s en lutte du travail social, les 22 et 23 septembre**, au Clos Sauvage, 166 rue du Landy, St-Denis.

**Terres communes, les 29 et 30 septembre à Notre-Dame-des-Landes (44)**. Rassemblement pour défendre le bocage et ses mondes. Portes ouvertes, débats sur l'accès collectif à la terre, concerts, randonnée... Bus organisés depuis Paris. Plus d'informations sur <https://zad.nadir.org>

## ATTAC, QU'EST-CE QUE C'EST ?

L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques.

Site Attac France : [www.france.attac.org](http://www.france.attac.org)

Comité local 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> :

[attacparis20@attac.org](mailto:attacparis20@attac.org) ou

1-3 rue Frédéric-Lemaître - 75020 Paris

Informations, réflexions, campagnes :

<http://attac-paris19-20.org/>

Attac est présente dans plus de quarante pays.

## LA CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE EST DEVENUE AUSSI ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

La faillite de Lehman Brothers n'a pas servi de leçon à nos gouvernants. Spéculation sur les matières premières agricoles ou le pétrole, évasion fiscale des multinationales de l'énergie facilitée par les banques, financement de projets climaticides traduisent l'extrême porosité entre le secteur de l'extraction des ressources naturelles et celui des milieux d'affaires et de la finance. Et les impacts de ces nouveaux délinquants sont dramatiques! Prenons pour exemple le secteur extractiviste, dont la nuisibilité est universellement reconnue (sauf par Donald Trump), mais qu'aucun dirigeant n'a le courage d'interdire.

L'extractivisme forcené des ressources énergétiques et minérales de la planète – creuser toujours plus et toujours plus loin pour produire toujours plus et, surtout, alimenter les profits des grands groupes – a des impacts environnementaux, sanitaires et sociaux catastrophiques. Et bien sûr climatiques: pour atteindre l'objectif que s'est donné la COP21 de limiter le réchauffement global de la planète, il est indispensable de laisser 80 % des réserves de charbon, de gaz et de pétrole dans le sous-sol, et donc de geler tous les projets d'exploitation. Les grandes entreprises énergétiques françaises – Total, Engie, EDF – sont évidemment des acteurs majeurs de l'extraction des énergies fossiles et fissiles, mais d'autres investisseurs interviennent dans les projets d'exploitation: assureurs, banques, institutions publiques...

Les banques, par exemple, continuent d'investir massivement dans des projets d'exploitation de charbon, de gaz et de pétrole toujours plus risqués pour l'environnement (forages profonds, gaz de schiste, sables bitumineux...). Toutes les grandes banques françaises sont impliquées directement ou indirectement dans le financement de projets d'oléoducs ou de gazoducs, notamment en Amérique du Nord, avec le très contesté *Dakota Accès Pipeline*.

### Les subventions européennes

L'Europe voit également se développer des méga projets d'infrastructures énergétiques qui nécessitent d'importants financements, que ce soit le Corridor gazier sud (censé relier l'Azerbaïdjan à l'Europe), le Nord Stream 2 (dont Engie est partie prenante), entre la Russie et l'Allemagne, ou le projet de gazoduc transfrontalier entre la Catalogne et la France (STEP). En contradiction

flagrante avec les beaux discours du gouvernement français à l'occasion du *One Planet Summit*, même nos institutions publiques investissent dans les énergies fossiles.

L'enquête menée fin 2017 par l'Observatoire des multinationales et l'ONG 350.org montre ainsi que la Caisse des dépôts et consignations – qui gère des dizaines de milliards d'euros issus de l'épargne des Français et des cotisations de retraites – reste largement investie dans le secteur des énergies fossiles, y compris dans de nouveaux projets d'exploitation.

### Les citoyens peuvent agir!

Certaines des participations publiques au sein d'entreprises énergétiques encore actives dans les fossiles sont bien connues: c'est le cas d'EDF ou d'Engie, dans lesquelles l'État détient respectivement 84% et 25% des parts. La responsabilité de l'État est donc directement engagée lorsque Engie s'apprête à inaugurer une nouvelle centrale à charbon à Safi, au Maroc. Et ces projets d'exploitation sont également subventionnés. Et ces projets d'exploitation sont largement financés par l'Union européenne..

**LES MÉFAITS DE 4 GRANDES BANQUES**

**Investissements dans l'énergie fossile entre 2015 et 2017 (en euros)**

Crédit Agricole : 4,2 milliards  
 BNP-PARIBAS : 6 milliards,  
 HSBC : 12 milliards  
 Société générale : 6 milliards

**Nombre de sociétés offshore créées dans les paradis fiscaux**

Crédit Agricole : 1005  
 BNP-PARIBAS : 782  
 HSBC : 2 882  
 Société générale : 1 639

Fin 2014, grâce à la mobilisation de nombreuses organisations – dont Attac, les Amis de la Terre et Bizi! – la Société générale s'est désengagée d'un méga projet charbonnier, en Australie, qui menaçait la barrière de corail. La pression citoyenne, en privant l'industrie fossile des capitaux amenés par les banques, peut participer au blocage de projets extractivistes climaticides. Et ce sont des victoires importantes!



La communauté internationale s'est engagée à prendre des mesures pour que la température moyenne de la planète ne dépasse pas 2°C d'augmentation. Les gouvernements doivent donc mettre un terme aux subventions qu'ils versent à l'industrie fossile. Ils doivent aussi bloquer les grands projets d'infrastructures de transport (aéroports, autoroutes...) et énergétique (gazoducs, oléoducs, enfouissement des déchets nucléaires), nuisibles pour leur environnement immédiat et pour le climat.

La pression citoyenne doit, là aussi, priver l'industrie fossile de sa légitimité. Et ces moyens dégagés pourraient notamment alimenter le Fonds vert pour le climat – destiné à aider les pays menacés par les effets du dérèglement climatique –, et accélérer la transition vers une nouvelle économie basée sur des énergies propres et relocalisées.

**Que ce soit l'argent public ou notre épargne déposée dans les banques, c'est toujours notre argent, et nous refusons qu'il serve à des projets climaticides.**

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Email.....

J'adhère à Attac et je verse pour l'année civile.....€

Ressources mensuelles et cotisation avec Lignes d'Attac

de 0 à 450 €.....	13 € - de 1600 à 2300 €.....	65 €
de 450 à 900 €.....	21 € - de 2300 à 3000 €.....	84 €
de 900 à 1200 €.....	35 € - de 3000 à 4000 €.....	120 €
de 1200 à 1600 €.....	48 € - au-delà de 4000 €.....	160 €

**Bulletin à renvoyer accompagné d'un chèque bancaire ou postal à :**

Attac Service adhésions - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris